

Radio Tefana le 3 2 2010

Visite ministérielle. Marie-Luce Penchard s'est entretenue hier avec les partenaires sociaux.

Marie-Luce Penchard, ministre de l'Outre-mer : « *Cet échange avec les représentants syndicaux et les organisations patronales nous a permis de faire un tour d'horizon sur la situation économique, et leur préoccupations notamment par rapport à une crise sociale qui pourrait découler du fait d'un manque d'activité économique. Nous n'avons pas passé dans le détail les problématiques qui se posaient secteur d'activité par secteur d'activité, simplement les syndicats ont voulu appeler mon attention que le fait, que la situation était préoccupante. J'ai précisé dans quel cadre l'Etat pourrait intervenir, en rappelant qu'il faut qu'on puisse rétablir une stabilité politique de manière à engager des opérations. J'ai très clairement indiqué que l'Etat ne peut pas se substituer au Pays, il ne le fera pas, simplement il pourra accompagner pour permettre que les projets se réalisent. Et à ce titre, nous pourrions, au même titre que je l'ai dit pour le programme d'assainissement de Papeete, ça donnera la possibilité de relancer les activités, et donc de régler la question de l'emploi. Alors sur 2 ou 3 points concernant l'ITR, je leur ai proposé de venir à Paris pour qu'on puisse échanger sur le rapport qui va être remis par le ministère de la fonction publique et présenté au Parlement. Et puis, quelques questions, très précises, concernant l'avancement des catégories B vers A ; j'ai indiqué que j'étais prête à examiner ce sujet. Mais on a été plutôt dans une démarche globale, une démarche plus sur la situation politique et économique, et qui rejoint un peu les thèmes que j'ai abordés hier concernant effectivement la réforme de la loi électorale. »*

Un journaliste : Est-ce que (?) de parler politique, alors qu'on est face à une crise en Polynésie, avec les syndicats ?

Marie-Luce Penchard : « *Parce que les deux sont liés. La crise sociale est liée quelque part à cette instabilité politique qui ne permet pas, par rapport à une crise financière, de prendre des mesures de relance par l'investissement. Lorsqu'il y a une crise, c'est déjà difficile, il faut pouvoir faire face notamment avec une montée du chômage. Mais lorsque vous avez une instabilité, ben vous aggravez encore la situation, et les syndicats ont bien conscience de cette difficulté. Et j'ai souligné là-dessus qu'ils faisaient preuve de responsabilité à ne pas relancer des conflits sociaux qui ne feraient qu'aggraver la situation en Polynésie. Cela étant, je pense qu'ils sont très attentifs à ce que nous trouvions une réponse rapidement, parce que ça ne pourra pas durer, et on peut les comprendre à un moment donné. »*

Un journaliste : Vous avez le sentiment d'une collusion entre patron et syndicats ?

Marie-Luce Penchard : « *Collusion, le mot est peut-être fort, simplement une analyse partagée. On revient toujours à la question de départ qui est celle effectivement de prendre des mesures fortes, notamment sur la prise en charge des personnes qui perdent leur emploi, sur le fait que le patronat souhaite qu'on puisse relancer l'activité pour avoir des marchés, pour relancer la commande publique. Donc même s'ils ne sont pas sur le même champ, ils se rejoignent au niveau de l'analyse. »*

Pico Yan Tu, SG d'A Tia i Mua : « *On se rend à Paris, avec les organisations syndicales, c'est pour parler du remplacement de l'ITR par la retraite complémentaire dont des propositions ont été faites et déposées depuis l'année dernière au niveau de l'Etat. Et pour*

aussi discuter du fait que les polynésiens puissent accéder à la catégorie A de la fonction publique CEAPF. Je crois pas que c'est pas intéressant, c'est très intéressant parce que ces discussions n'ont jamais eues lieu en Polynésie, du moins au niveau du CEAPF, et ça doit se passer à Paris. Et c'est le ministre de la fonction publique métropolitaine qui doit prendre des décisions. Je pense que c'est une bonne chose. »

Un journaliste : Vous êtes satisfait de la rencontre qu'il y a eue ?

Pico Yan Tu : *« Très satisfait. Très bien, ça c'est très bien passé. »*

Patrick Galenon, SG de la CSTP/FO : *« Le contrat de projets, il y a deux ans et demi, le (?) de la société civile, le CESC à l'unanimité, nous avons travaillé pour que le contrat de projets puisse être appliqué en Polynésie Française. Aujourd'hui, madame la ministre l'a dit elle-même : 10% ont été utilisés. Alors quel que soit le gouvernement qui ont passé sur le contrat de projets, il n'y a que 10% qui ont été utilisés. Et ça, nous l'avons évoqué avec elle en disant que ce n'est plus tenable. Donc concernant le nouveau statut d'autonomie, avec son évolution politique, en fait c'est que ça aille très, très vite. Que ça aille très, très vite et non pas qu'on vive toujours dans le même système. En fait, c'est ça notre problématique. »*

Un journaliste : Avez-vous eu le sentiment que vous aviez le même regard, le même avis patrons et syndicats ?

Patrick Galenon : *« Non pas du tout, pas du tout. Un moment donné, je ne citerai pas le patron en question, on avait encore l'impression et la certitude que c'était toujours des demandes d'argent. La France, pour nous, n'est pas là pour payer, pour payer, elle est là pour nous accompagner. Et nous, nous étions dans la réflexion qu'il faut que la métropole nous accompagne dans des sujets sérieux d'économie. Un autre exemple concernant le Honotua ; un des patrons a déclaré qu'ils étaient simplement invités il y a 3 mois. On parle de cela il y a depuis deux ans et demi, donc le patronat il aurait pu quand même s'investir beaucoup plus que ça dans Honotua, quand bien même ce n'est que l'OPT qui (?). Nous, tout les cas à notre niveau, on pense que Honotua c'est quelque chose de formidable et qu'il faut s'investir. Ce sont des industries (?) et non pas se cantonner aux industries et s'accrocher aux industries que l'on a, il faut réformer tout ça. C'est un peu la différence que nous avons avec eux. Mais sur l'analyse économique, nous étions en parfait accord. »*

Christophe Plée, Pdt de la CGPME : *« J'ai pu rencontrer les partenaires sociaux, donc on a échangé sur tout les termes, plus particulièrement sur la relance économique, sur l'activité, quelles sont les préoccupations des syndicats par rapport aux emplois perdus. Voilà, je crois qu'elle a... elle dit clairement que l'Etat était prêt à accompagner le pays dans des projets. Ben, il faut mettre en place des projets. »*

Un journaliste : Vous l'avez trouvé à l'écoute, comment vous avez... ?

Christophe Plée : *« Oui, elle est à la fois à l'écoute et à la fois elle est dans son pré carré ! C'est l'Etat et les polynésiens ont un statut d'autonomie, et ils doivent l'assumer. »*

Un journaliste : Avez-vous le sentiment que les relations entre le Pays et l'Etat ont changé ?

Christophe Plée : « *Je crois que les choses sont remis en ordre. Je crois que l'Etat est en train de passer un message : vous avez une autonomie, vous devez l'assumer, et avec les moyens que vous donne déjà l'Etat. Par contre, on vous accompagnera si vous avez des projets.* »

Un journaliste : Mais est-ce que vous ne craignez pas justement que l'Etat fasse des économies (inaudible) ?

Christophe Plée : « *Je ne crois pas, je ne crois pas. Je crois que l'Etat attende que il y ait une stabilité politique ici. Mais je crois qu'ils vont faire en sorte que la stabilité revienne pour qu'on puisse de nouveau retravailler sur des projets à long terme.* »

Ronald Terorotua, SG du syndicat O Oe to Oe Rima : « *Je crois qu'on n'a pas posé les réelles... la question qu'il fallait, à savoir l'indépendance de ce pays. Tout le monde dit aujourd'hui que l'autonomie, le statut de l'autonomie interne est à son apogée. Et donc aujourd'hui il faut parler de l'indépendance, comme à l'instar de nos camarades, nos (?) de la population de Nouméa.*

Dans en 10 ans, on posera la question : est-ce qu'ils seront d'accord à être indépendant ou pas ? Je crois que c'est la question qu'il faut qu'on se pose. »

Un journaliste : Outre la question politique, est-ce que la question économique a été abordée également ?

Ronald Terorotua : « *Bien sûr, mais bon sans les moyens. On sait les problèmes qu'il y a en Polynésie française, on sait ce qu'il y a à faire, mais est-ce qu'on a les hommes qu'il faut pour le mettre en place. C'est la question qu'on doit se poser. On sait ce qu'il y a à faire, on n'a pas besoin de l'Etat pour nous dire que c'est ça qu'il faut faire ici chez nous !* »

Un journaliste : Vous avez discuté de la DGDE également ?

Ronald Terorotua : « *Justement, on en a parlé. Bon, aujourd'hui la DGDE n'est plus ce qu'elle est à l'époque. Rappelez-vous la DGDE a été mise en place par rapport donc au désenclavement de Moruroa et Hao. Aujourd'hui, ils sont en train dé-saucissonner celle-ci en fonctionnement. On va prendre une partie de cette DGDE pour venir caler dans les communes. C'est pas normal, c'est un budget normalement, c'est un (?) qui doit venir aider au niveau de l'investissement et non pas au niveau du fonctionnement. C'est ça le problème. Donc, la présence du ministre, bien sûr, c'est le ministre, c'est la ministre de la République, ce n'est pas pour autant apporter des solutions réelles.* »

Patrick Galenon : « *Nos politiciens ont beaucoup de défaut et de qualité, et madame la ministre est consciente aussi, je crois qu'on peut dire après notre discussion que elle aussi a de grandes responsabilités dans le fait que au niveau du statut qui va être proposé. Nous, l'ensemble des centrales syndicales, nous lui avons proposé qu'elle fasse très, très vite, parce que les politiciens, ils se complaisent dans le système aujourd'hui dans lequel ils vivent. Nous, représentants des salariés et de la société, nous le vivons très mal et j'espère qu'elle écoutera notre demande, notre cri d'alarme.* »

Pico Yan Tu : « *Peut-être elle est venue voir sur place si effectivement la crise qu'on en parlait, mais la crise, c'est qui ? C'est pas les partenaires sociaux, la crise c'est le Pays, c'est*

le Gvt, avec ces changements. On lui a demandé de faire très vite, que les élections puissent se faire même cette année. »

Un journaliste :... les élections territoriales ?

Pico Yan Tu : *« Territoriales, tout à fait, de ne pas attendre l'année prochaine ou dans 2 ans. »*